

Le Caucase du Sud entre les anciens empires

Gaidz Minassian *

De leur proximité avec le Caucase du Sud, Turcs et Iraniens tirent une ambition : s'appuyer sur cet espace dépourvu d'États forts pour renforcer un statut de puissance montante. Cependant, cette dynamique se heurte à leur incapacité de se doter de politiques régionales efficaces à la fois pour des raisons exogènes

– le risque de « panturquisme » d'un côté, la menace d'exportation de la révolution islamique de l'autre – et endogènes – le contentieux turco-arménien, la crise irano-azérie – sur fond de conflit au Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

*** Gaidz Minassian**

est chercheur au GAP-DRIS (Groupe d'Analyse Politique-Défense, Relations Internationales, Sécurité) à l'université Paris X – Nanterre.

Le Caucase du Sud n'est pas une *terra incognita* pour la Turquie et l'Iran. Longtemps, les Perses d'abord, les Ottomans ensuite, ont exercé leur domination sur les peuples de l'isthme caucasien, avant de céder leur place au XIX^e siècle aux tsars vainqueurs du chah puis du sultan. Cette rivalité entre héritiers d'empires est réapparue à la fin de la guerre froide. Les indépendances en 1991 de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et le désenclavement du Caucase du Sud ont ouvert les appétits, en dépit du déclin de la Russie, de l'isolement de l'Iran et de la marge de manœuvre limitée de la Turquie. Ce tournant géopolitique a été favorable aux États-Unis et, dans une moindre mesure, à l'Union européenne. Le leadership américain a néanmoins été bousculé en août 2008 lors du conflit russo-géorgien qui a profité à la Russie mais aussi à la Turquie et à l'Iran, c'est-à-dire aux trois anciennes puissances impériales de la région.

Une ambition de puissance partagée

L'héritage du passé : entre géographie et histoire

Pour les Turcs et les Iraniens, le Caucase du Sud ne se trouve pas en Europe mais en

Eurasie, cette « zone mémorielle » commune aux deux peuples. Route de l'Orient pour les uns, de l'Occident pour les autres, le Caucase du Sud est marqué par la géographie et l'histoire de ces deux grandes civilisations.

Sur le plan géographique, le plateau arménien, aux deux tiers en Turquie, se confond avec la chaîne montagneuse du Petit Caucase, reliant la Géorgie à l'Arménie. Les deux républiques autonomes du Nakhitchevan (Azerbaïdjan) et d'Adjarie (Géorgie) entretiennent des liens étroits avec la Turquie. Le fleuve Araxe appartient au bien commun iranien, azéri, arménien et turc, alors que la Koura rapproche Azéris, Géorgiens et Turcs. Si la mer Noire unifie le Caucase à la Turquie, la Caspienne en fait autant entre l'Iran et le Caucase. À cela s'ajoute l'héritage ethnolinguistique de la zone, les Iraniens ayant par exemple un lien de parenté avec les régions du Lenkoran – situé en Azerbaïdjan – et d'Ossétie – partagée entre la Russie et la Géorgie. Quant aux Turcs, ils sont les frères de langue des Azéris et cousins de certains peuples du Caucase – Tcherkesses, Kabardes, Tatars, Tchétchènes, Meshkets et Adjars.

Sur le plan historique, les Turcs et les Iraniens ont laissé de fortes empreintes dans l'organisation administrative de l'espace sud-caucasien avec le

système des khanats¹. Par vagues migratoires successives, des brassages de populations se sont opérés. La Turquie a accueilli des colonies du Caucase du Nord, l’Iran a favorisé au XVI^e siècle l’installation sur son sol de groupes arméniens et compte une forte communauté de souche azérie (14 à 17 millions de personnes). La religion a également contribué à la complexité du Caucase du Sud en raison de la promiscuité des populations et des religions. Mais il n’y a pas eu de choc entre christianisme et islam. La cohabitation – parfois difficile – entre la Croix et le Croissant n’a jamais conduit à un embrasement général de la région. Les Azéris, majoritairement chiites, sont ainsi plus proches des Turcs sunnites et des Géorgiens chrétiens que de l’Iran chiite. Les Arméniens, majoritairement chrétiens apostoliques, semblent entretenir des rapports plus faciles avec les Iraniens qu’avec les Géorgiens orthodoxes, eux-mêmes plus proches des Turcs et des Azéris musulmans que des Russes orthodoxes.

Des relations ambiguës avec le voisin russe

Russes, Turcs et Iraniens partagent une volonté commune de construire un monde multipolaire et rejettent l’idée d’une organisation du système international supervisé par un seul centre, en l’occurrence Washington, notamment lorsqu’il s’agit de traiter des dossiers qui relèvent de leur environnement direct.

Dernière puissance tutélaire dans la région, la Russie n’a pas de stratégie sud-caucasienne à long terme, en dehors d’une politique classique d’intégration à partir de trois principes : absorption de l’Arménie, son alliée au sein de l’Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), bras armé de la Communauté des États indépendants (CEI) ; déstabilisation de la Géorgie ; intimidation à l’égard de l’Azerbaïdjan. Membre comme la Turquie et l’Iran de l’Organisation de la conférence islamique (OCI), la Russie a trouvé chez ces deux acteurs de poids les moyens de réduire ses incohérences régionales. Les Turcs et les Iraniens, aux intérêts tantôt spécifiques tantôt convergents avec la Russie, voient leur prestige renforcé par l’attention que Moscou leur porte et se disent ouverts à l’idée du partenariat renforcé avec la Russie.



La mosquée Bleue (Gök Jami) de Erevan a été construite au XVIII^e siècle alors que la ville était sous domination perse. Sa restauration à la fin des années 1990, financée par des fonds iraniens, symbolise les bonnes relations qui existent entre l’Arménie et l’Iran.

La Turquie et la Russie sont membres de plusieurs organisations communes, comme l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Conseil de l’Europe, l’Organisation de la coopération économique de la mer Noire (OCEMN). Avec le soutien de la Russie, l’Iran a lancé de son côté et sans résultat apparent une initiative de coopération économique des États riverains de la Caspienne en écho à l’OCEMN. Russes et Iraniens se retrouvent au sein de l’Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et prochainement de « l’OPEP du gaz », une « grande troïka gazière » selon la formule du patron de Gazprom, Alexei Miller, regroupant aussi le Qatar. Le Caucase du Sud offre ainsi l’occasion à ces trois anciennes puissances impériales d’apparaître comme des pôles de stabilité : la Russie en Eurasie, la Turquie dans le monde turcophone, l’Iran au Proche et Moyen-Orient. La Russie utilise les hydrocarbures comme moyen d’expression de sa puissance. La Turquie brandit son modèle pro-occidental et son dynamisme économique comme source d’attraction. L’Iran s’évertue à faire oublier le chiisme et l’islamisme dans son processus de pénétration de la région et

¹ Le titre de khan était celui des souverains mongols. Avant l’arrivée des Russes, l’actuel Azerbaïdjan était composé de plusieurs khanats (principautés) vassaux du chah de Perse.

met en avant ses richesses en hydrocarbures pour améliorer son image dans le monde.

L'approche commune aux trois pays fait en outre ressortir le poids de la géopolitique. La Russie réfléchit en termes de zone d'influence au nom de sa doctrine de « l'étranger proche ». La Turquie poursuit une diplomatie d'autonomisation à l'égard des États-Unis en s'investissant dans plusieurs dossiers (Iran, Caucase, Syrie-Israël, Irak, Liban, Israël-Palestine). L'Iran mène une stratégie de désenclavement tous azimuts. Alors que les Américains utilisent l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – donc *a priori* la Turquie – dans leur stratégie de pénétration des pays post-soviétiques, la Russie et l'Iran, deux partenaires économiques et militaires, redoutent l'élargissement de l'Alliance atlantique à leurs portes. Moscou déclare ainsi régulièrement que l'OTSC est une organisation ouverte à toutes les candidatures, y compris celle de l'Iran, mettant en sourdine le fait que sa charte contient une clause d'assistance mutuelle en cas d'agression d'un pays tiers. L'Iran compte aussi sur la Russie pour mieux orienter en sa faveur les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives à son programme nucléaire, objet d'une série de mesures coercitives de la part de la communauté internationale. Enfin, Téhéran et Moscou sont hostiles à l'installation en Europe – Pologne et République tchèque – du bouclier antimissile des États-Unis qui veulent se prémunir contre d'éventuels tirs ennemis en provenance de l'Iran. Moscou y voit une menace directe à sa sécurité. Téhéran craint des frappes américaines ou israéliennes unilatérales en représailles à la poursuite de son programme d'enrichissement de l'uranium.

Quant à la Turquie, qui vient d'accéder pour deux ans au Conseil de sécurité de l'ONU, elle évite de s'exprimer sur ce sujet, eu égard à son alliance avec Washington. Redoutant les conséquences déstabilisatrices du projet de bouclier antimissile pour le Caucase du Sud, la Turquie s'inquiète plus particulièrement de l'incertitude qui entoure ses perspectives d'adhésion à l'Union européenne et joue la carte du rapprochement avec la Russie et l'Iran comme une alternative nécessaire en cas d'échec. Le cas échéant, la Turquie pourrait constituer avec ces deux puissances un espace

de coopération multivectorielle. Car, là aussi, la Russie et l'Iran se méfient de la Politique européenne de voisinage (PEV) et du *Partenariat oriental* entre l'Union européenne et six pays ex-communistes, dont les trois États du Caucase du Sud. Ankara suit avec intérêt l'évolution de ce partenariat. D'un côté, la Turquie ne se sent pas concernée puisqu'elle n'envisage rien d'autre que l'adhésion à l'Union européenne. De l'autre, Ankara craint d'être encerclé par deux dynamiques européennes, l'Union pour la Méditerranée et le *Partenariat oriental*, comme solution de rechange à son intégration à l'Union européenne.

Enfin, la méthode retenue par les trois États est pragmatique. Alors que les mémoires russes, turques et iraniennes sont marquées par une longue histoire de guerres, la priorité est à la sécurité par la coopération régionale. Ankara, Téhéran et Moscou souhaiteraient ainsi faire comprendre aux Occidentaux que cette région reste une zone de partage exclusivement sous influence des trois civilisations slave, turque et persane. La Turquie et l'Iran sont deux États entourés de foyers de conflits (Irak, Afghanistan, Israël-Palestine) et de tensions (Liban, Balkans, Tchétchénie) qui les obligent à la pondération. La proximité avec le Caucase du Sud et ses crises cousines (Abkhazie, Ossétie du Sud et Haut-Karabakh) les incite à adopter une même logique de compromis.

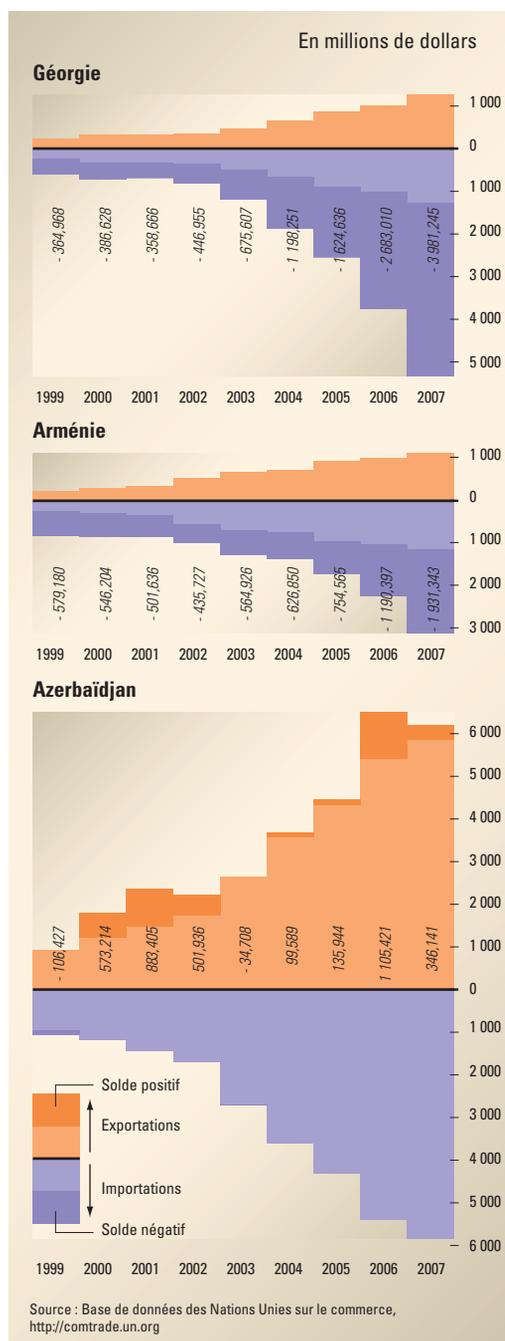
Si Ankara et Téhéran reconnaissent à Moscou un rôle prééminent, ce leadership russe ne constitue cependant pas un frein à leur ambition régionale. Au contraire, le poids de la Russie n'est pas incompatible avec l'aspiration des Turcs et des Iraniens à jouer un plus grand rôle dans le Caucase du Sud. Les relations avec la Russie ont toujours été marquées par une volonté d'apaisement et de normalité. Même au plus fort de la révolution islamique, Téhéran n'a pas mené de stratégie de mobilisation des musulmans contre le pouvoir central soviétique et son modèle anticlérical. Ce pragmatisme iranien rompt avec le principe du fondamentalisme islamique, à savoir l'exportation de la révolution islamique au Proche-Orient puis la solidarité chiite depuis la chute de Saddam Hussein en Irak en 2003. Dans le Caucase du Sud, la quête de puissance et le partenariat avec la Russie des autorités iraniennes les contraignent en effet à ne pas utiliser la carte religieuse.

Jusqu'aux années 2000, la Turquie, atlantiste et proche des républiques turcophones, a entretenu des relations ambiguës avec la Russie. D'un côté, Russes et Turcs coopèrent sur les plans économique et énergétique dans le cadre d'une *realpolitik* qui rappelle l'époque de l'amitié kémal-léniniste de l'après-Première Guerre mondiale et de la détente en 1960-1970. De l'autre, Moscou et Ankara n'ont jamais eu la même grille de lecture des convulsions du Caucase du Sud. La Russie a le souci de maintenir son influence dans la région, alors que la Turquie cherche à l'élargir sur ses marges au nom de son credo européen mais aussi de son héritage ottoman. Ces deux axes s'inscrivent dans la logique turque, maintenir son statut d'acteur stratégique de premier plan aussi bien auprès des États-Unis que de l'Union européenne et de la Russie. Mais, dans la mesure où Ankara n'ignore pas que sa position géographique est une source d'inquiétude pour les opinions et gouvernements européens, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan doit les rassurer sur sa capacité de sécuriser ses frontières pour mieux protéger celles de l'Union européenne. De ce fait, Ankara multiplie les médiations régionales pour démontrer que l'Union européenne avec la Turquie est une Europe victorieuse, fidèle à son message de paix et attractive au Proche-Orient, mais aussi pour justifier son statut de puissance régionale nécessaire pour la sécurité internationale.

Le Caucase du Sud, trois marchés émergents à pénétrer

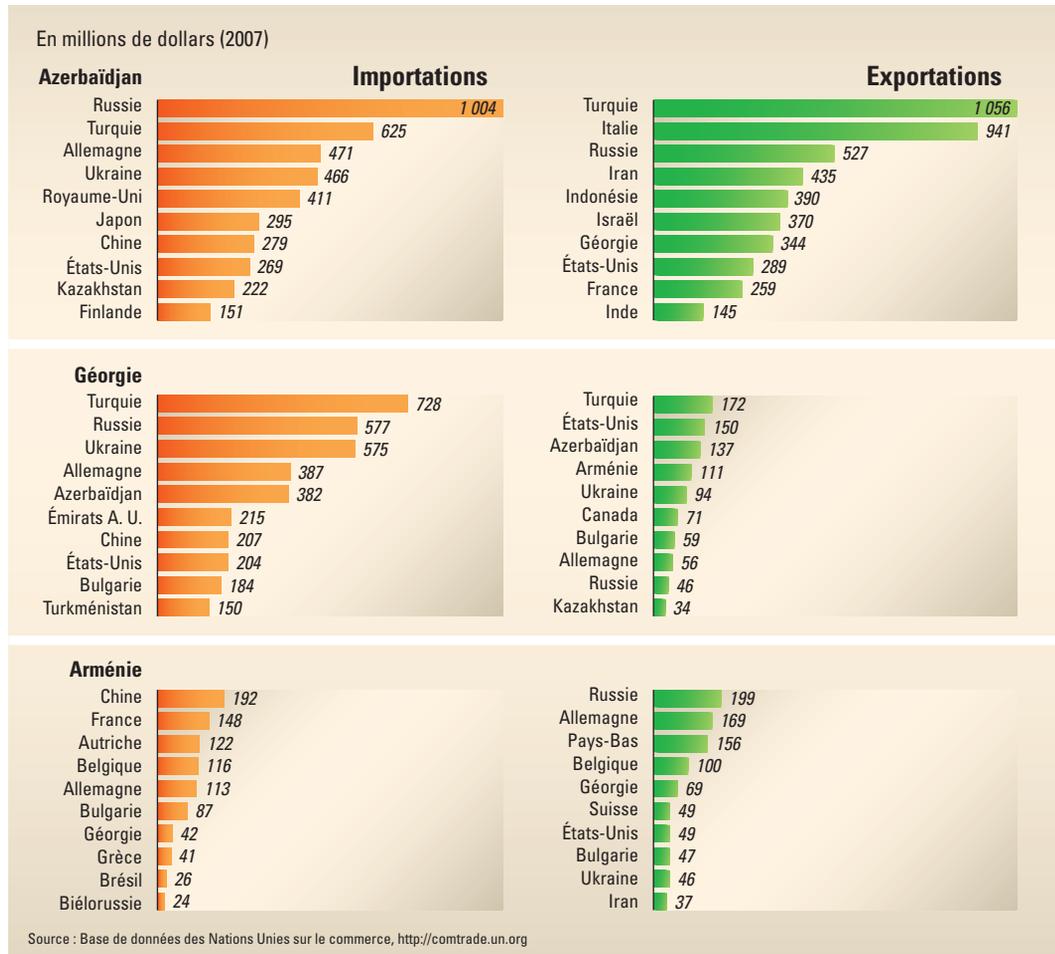
Le prisme énergétique et l'axe caucasien sont les deux éléments des politiques turques et iraniennes à l'égard des États du Caucase du Sud. La Turquie, qui depuis sa participation au gazoduc Blue Stream (Russie) et aux pipelines Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) et Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE) a pour ambition de devenir un géant du transit en hydrocarbures, pousse à la réalisation de nouveaux projets de transformation de la région en carrefour économique dans le cadre de programmes multilatéraux – *Silk Road Strategy Act*, TRACECA (*Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia*), INOGATE (*Interstate Oil and Gas Transport to Europe*) – qui ont pour particularité de contourner la Russie. Elle participe également au projet de construction d'une ligne ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars.

Évolution des balances commerciales



L'Azerbaïdjan et la Géorgie sont pour elle deux partenaires économiques stratégiques. En 2007, la Turquie est devenue le deuxième fournisseur (10,9 %) et le premier client (17,4 %) de l'Azerbaïdjan. En 2007, Ankara occupait

Les dix principaux partenaires commerciaux des États du Caucase



Roberto Gimeno et Atelier de cartographie de Sciences Po, avril 2008

la première place pour les importations et pour les exportations de la Géorgie. Pour l'Iran, isolé internationalement après l'adoption de la loi D'Amato de 1996², ses projets avec les États du Caucase du Sud sont en plein essor depuis quelques années. Pris en tenaille par deux guerres impliquant son ennemi américain, Téhéran, qui détient les deuxièmes réserves mondiales d'hydrocarbures, n'a pas d'autres choix que de privilégier la route du Nord pour développer son économie et acheminer ses hydrocarbures vers les marchés européens. En 2007, l'Iran et l'Arménie ont ainsi achevé en commun la construction d'un gazoduc. En 2009, les deux pays projettent la construction d'un oléoduc, d'une raffinerie de pétrole, d'une ligne de chemin de fer et d'une

autoroute. L'Iran a finalisé avec l'Azerbaïdjan et la Russie la construction d'une ligne de chemin de fer Kazvin (Russie)-Astara (Azerbaïdjan)-Resht (Iran). Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme de corridor de transport Nord-Sud comprenant également l'Inde et destiné à ouvrir de nouvelles routes stratégiques eurasiennes excluant toute participation occidentale, conformément à une approche multipolaire commune. L'Iran est devenu en 2007 la quatrième destination des exportations (7,2 %) de l'Azerbaïdjan.

² La loi D'Amato de 1996 prévoit des mesures de rétorsion contre toute entreprise étrangère investissant plus de 40 millions de dollars par an dans le secteur pétrolier ou gazier iranien. Cette loi a été prorogée pour cinq ans par le Sénat américain en juillet 2001.

La Turquie et l'Iran ne veulent pas se limiter à ces projets d'infrastructures. Ils ont pour ambition de participer à la nouvelle carte énergétique mondiale, notamment autour du projet Nabucco. Soutenu par les Occidentaux, ce gazoduc devrait relier l'Asie centrale à l'Autriche *via* le BTE et l'Europe orientale. Nabucco se heurte cependant à plusieurs contraintes :

– *énergétiques et juridiques*. L'Azerbaïdjan n'ayant pas assez de réserves de gaz pour alimenter le pipeline, le consortium doit trouver les moyens de le raccorder à l'Asie centrale. Le litige autour du statut juridique de la Caspienne empêche néanmoins tout projet transcaspian ;

– *financières et stratégiques*. Les 10 milliards de dollars nécessaires à sa construction ne sont toujours pas réunis, alors que la Russie défend activement un projet concurrent, le South Stream. En outre, Nabucco devrait traverser les territoires sensibles du Caucase du Sud et de la Turquie ;

– *diplomatiques*. La Turquie et l'Iran rencontrent des difficultés spécifiques. Pour s'imposer comme source alternative d'approvisionnements du Nabucco, l'Iran doit surmonter deux obstacles : d'une part son bras de fer avec la communauté internationale à propos de son programme nucléaire, d'autre part l'opposition de la Russie à cette route iranienne. Moscou souhaite que tout projet de désenclavement énergétique de l'Iran passe par elle, ou du moins par son alliée, l'Arménie. Quant à la Turquie, elle veut utiliser ce projet énergétique pour mieux peser sur le processus d'adhésion à l'Union européenne. Elle entend aussi en synchroniser la réalisation avec le règlement du conflit du Haut-Karabakh et normaliser ses relations avec l'Arménie sans contrarier son allié, l'Azerbaïdjan. Ces grands desseins turcs et iraniens appellent en réalité un constat : Turcs et Iraniens n'ont pas de politique clairement définie dans le Caucase du Sud.

L'absence de politiques régionales efficaces

Certains observateurs évoquent l'existence d'une « croix géopolitique » dont l'axe horizontal, Turquie-Géorgie-Azerbaïdjan, s'opposerait à l'axe vertical, Russie-Arménie-Iran, pour illustrer l'importance du Caucase du Sud dans les relations

internationales. Cette vision doit être nuancée, car non seulement il n'y a pas d'alliances trilatérales formelles mais la zone n'a pas d'unité stratégique, économique et politique, et ces deux axes de coopération ne font que compenser l'absence de politiques régionales structurées de la Turquie et de l'Iran. Ces deux États semblent en effet préférer un voisinage avec des États du Caucase du Sud faibles à une proximité directe avec une Russie forte et prédatrice.

Une vision géopolitique à nuancer

La « croix géopolitique » explique toutefois un grand nombre de dynamiques dans la région. Ainsi, la plupart des projets de coopération régionale soutenus par les Occidentaux tiennent à l'écart l'Arménie en raison de la crise du Haut-Karabakh et du contentieux turco-arménien. Alors que la Turquie coopère avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan sur le plan politique et militaire, Américains et Européens souhaiteraient associer l'Arménie au processus de modernisation régionale, mais leurs tentatives sont pour l'instant restées vaines. À l'opposé, la Russie, l'Arménie et l'Iran constituent un axe stratégique et militaire de première importance, l'Arménie étant le seul pays membre de l'OTSC frontalier de l'Iran, et Téhéran l'unique débouché économique stable d'Erevan. Les trois États s'entendent également sur l'approche du conflit du Haut-Karabakh autour d'un principe clé : une Arménie avec le Haut-Karabakh est une garantie de sécurité pour la Russie et l'Iran, alors qu'un Azerbaïdjan récupérant cette province constituerait une menace pour la Russie et l'Iran. La logique de ces deux axes renferme cependant ses propres limites. Lors du conflit russo-géorgien d'août 2008, l'Azerbaïdjan et la Turquie n'ont pas soutenu Tbilissi. Comme de nombreux pays européens, la Turquie a fait état de ses réserves quant à la signature d'un « plan d'action pour l'adhésion » (*Membership Action Plan*, MAP) entre l'OTAN et la Géorgie et l'Ukraine. En outre, depuis 2000, les relations entre la Russie et l'Azerbaïdjan se sont apaisées. Moscou parle même de partenariat stratégique avec Bakou. Les liens entre l'Arménie et la Géorgie se sont également renforcés au nom d'une interdépendance économique de plus en plus affichée. Quant à l'Iran, le régime des

mollahs ménage systématiquement la Géorgie dans son bras de fer avec la Russie et en impute la responsabilité aux États-Unis.

Pacte de sécurité et de stabilité, une initiative fragile

Après le conflit russo-géorgien d'août 2008, Turcs et Iraniens ont chacun lancé un projet de pacte de sécurité ayant pour ambition de favoriser le règlement des conflits régionaux (Abkhazie, Ossétie du Sud et Haut-Karabakh). Une première réunion s'est ainsi tenue les 26 et 27 janvier 2009 à Istanbul, en présence de la Russie, de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie. La Russie a soutenu l'initiative turque de « plate-forme pour la stabilité et la coopération du Caucase » (*Caucasus Stability and Cooperation Platform*, CSCP) dès lors qu'elle a obtenu des garanties sur l'absence des États-Unis. Quant à la Géorgie, elle refuse d'y participer en raison de la présence russe. De son côté, l'Iran a aussi proposé une autre plate-forme de sécurité, mais son projet est loin d'être abouti.

Cette recherche d'un pacte de sécurité constitue surtout un moyen pour les Turcs et les Iraniens de pénétrer l'espace sud-caucasien et de proposer leur médiation. L'Iran se méfie avant tout de la stratégie de pénétration des États-Unis et de l'OTAN dans la région, alors que la Géorgie, candidate à l'OTAN, a conclu avec les États-Unis une charte de partenariat stratégique le 9 janvier 2009 et que l'Azerbaïdjan et l'Arménie ont signé un « plan d'action individuel pour le partenariat » (*Individual Partnership Action Plan*, IPAP) avec l'Alliance atlantique en 2005. Téhéran y voit les premiers signes d'une redéfinition de la politique américaine en Afghanistan en matière de ravitaillement des troupes de l'ISAF (*International Security Assistance Force*), en raison du danger de la route pakistanaise. Elle craint surtout un basculement du Caucase du Sud dans le giron américain, propice à d'éventuelles frappes sur des sites sensibles iraniens. Or, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont déclaré qu'ils refuseraient d'ouvrir leur espace aérien en cas de raids américains sur l'Iran. On l'a bien compris : la sécurité reste la préoccupation des Turcs et des Iraniens, mais des problèmes spécifiques – les premiers avec l'Arménie, les seconds avec les Azéris – les empêchent de donner corps à leur politique régionale.

Turquie-Arménie : qui accomplira le premier pas ?

La visite du président turc à Erevan en septembre 2008 pour assister à un match de football Arménie-Turquie marque une démarche positive saluée par la communauté internationale. La relation bilatérale se heurte néanmoins à des problèmes de confiance, de méthode et d'action concrète. La Turquie a fermé sa frontière avec l'Arménie depuis 1993, en signe de solidarité avec l'Azerbaïdjan lors du conflit au Haut-Karabakh et pour protester contre l'attachement de l'Arménie à la reconnaissance internationale du génocide de 1915. L'Arménie ne pose aucune condition à la normalisation et cultive le flou sur sa participation à une commission intergouvernementale, y compris sur le passé. Six mois après cette « diplomatie du football », le processus de rapprochement se limite à des déclarations de bonne intention.

La Russie, qui joue également une part active dans ce processus de décrispation, cherche ainsi à contenir le nationalisme local, réduire l'influence de la diaspora arménienne en France et aux États-Unis et empêcher toute reconnaissance du génocide par Washington, un geste à l'égard de la société arménienne qui pourrait déplacer le curseur du Caucase du Sud vers l'Amérique. La Turquie, de son côté, n'a pas changé de position sur le fond, mais laisse – intégration européenne oblige – sa société civile se saisir de cette question, manière de lever le tabou du génocide et d'affaiblir l'influence internationale de la diaspora arménienne. Intellectuels, universitaires et journalistes turcs n'ont d'ailleurs pas hésité à prendre le contrepied du discours officiel turc en lançant en 2009 une campagne de « Pardon aux Arméniens pour la grande catastrophe de 1915 ». Ankara souhaite enfin dissuader le nouveau président américain, Barack Obama, connu pour son « arménophilie », de prendre une initiative qui pourrait interrompre le dialogue entre l'Arménie et la Turquie.

Iran-Azerbaïdjan : la coopération jusqu'à un certain point

L'Azerbaïdjan et l'Iran entretiennent des relations empreintes de suspicion mutuelle. Bakou reproche à Téhéran son absence de solidarité dans la crise du Haut-Karabakh et sa coopération

renforcée avec son ennemi arménien. Elle critique également l'Iran pour son inflexibilité sur la question du statut de la Caspienne, une source de tensions qui a failli dégénérer en conflit naval en 2001. Bakou participe activement à l'initiative américaine d'un commandement des gardes-côtes de la Caspienne permettant au *Central Command* (Centcom)³ de superviser à partir de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan la lutte contre le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et le trafic de drogues.

De son côté, l'Iran s'inquiète des tentatives d'instrumentalisation de la minorité azérie dans la partie nord du pays. Si Téhéran accuse les forces spéciales américaines de manipuler certains groupes dits subversifs, le gouvernement iranien laisse entendre que Bakou pourrait servir de base de repli à ces réseaux clandestins favorables à un Grand Azerbaïdjan⁴. Enfin, Téhéran a durement critiqué Bakou pour avoir permis à Washington l'installation de deux stations de radars à Astara (frontière avec l'Iran) et à Kyzy (nord-ouest de Bakou). Elle n'apprécie pas la rénovation des aéroports de l'Azerbaïdjan par des compagnies américaines et s'interroge quant à l'alignement de Bakou sur la contre-proposition russe adressée aux Américains de travailler conjointement à la surveillance de l'Iran à partir de la station russe de Gabala en Azerbaïdjan. Malgré ces réserves, et le fait que Bakou souhaite que l'Iran fasse pression sur l'Arménie au sujet de la question du Haut-Karabakh, les relations se sont adoucies depuis 2005.

L'abcès du Haut-Karabakh : paix et sécurité

La crise du Haut-Karabakh constitue le point d'intersection des préoccupations turques et iraniennes dans la région. L'Iran n'a pas pris position officiellement sur ce conflit, et cette retenue même est considérée comme favorable à l'Arménie. La Turquie est pro-azérie et parle d'une seule nation turque avec deux États – la Turquie et l'Azerbaïdjan. Face à la lenteur du processus de médiation initié par le groupe de Minsk⁵, la Turquie, qui y participe, a vainement soutenu l'Azerbaïdjan dans sa volonté d'élargir ou de changer le format des négociations. Depuis un an, les quatre rencontres entre les présidents arménien et azerbaïdjanais, Serge Sarkissian et



© DIF

Le mémorial dédié aux victimes du génocide de 1915 domine Erevan. Il est composé de deux flèches symbolisant la renaissance du peuple arménien et de douze stèles représentant les provinces perdues se trouvant en Turquie actuelle. La reconnaissance du génocide par la communauté internationale, et en particulier par l'État turc, demeure un axe important de la diplomatie arménienne.

Ilham Aliiev, semblent néanmoins amorcer un mouvement vers une déescalade du conflit dans le cadre du processus de Madrid⁶.

D'après certains observateurs européens, le projet d'un *peace pipeline* comme socle de la paix régionale aurait refait surface et pourrait expliquer ce frémissement. Certains évoquent la possibilité de faire transiter Nabucco par Erevan. Tout le monde y trouverait son compte, même la Russie qui contrôle l'ensemble du parc énergétique arménien et qui considère l'Arménie comme une « Kaliningrad du Sud ». Or, Bakou pratique la surenchère et accuse Moscou d'avoir livré de l'armement à l'Arménie en 2008 pour un montant de 800 millions de

³ Le Centcom a été créé en janvier 1983. Son quartier général est implanté sur la base aérienne de MacDill en Floride (États-Unis). Il couvre une zone s'étendant du Soudan au Pakistan, de la Corne de l'Afrique au Kazakhstan, et fut en charge des opérations en Afghanistan (en 2002) et en Irak (en 2003).

⁴ Le Grand Azerbaïdjan est un projet nationaliste regroupant l'Azerbaïdjan actuel et l'Azerbaïdjan iranien. C'était l'une des revendications du Front populaire d'Azerbaïdjan de l'ancien président Aboulfaz Eltchibey au pouvoir de 1992 à 1993.

⁵ Voir l'encadré sur le Haut-Karabakh, p. 20.

⁶ À partir de 2007, à Madrid, la tröïka du groupe de Minsk est parvenue à dessiner les contours d'un compromis arméno-azéri autour de quatre points : retrait des forces arméniennes des territoires azéris, référendum sur le statut de la province du Haut-Karabakh (statut provisoire dans un premier temps), déploiement d'une force internationale de maintien de la paix, retour des réfugiés et personnes déplacées.

dollars. La Russie a démenti, mais le « partenariat stratégique » bilatéral s'en est trouvé ralenti. L'Azerbaïdjan souhaiterait enfin obtenir de la part des États-Unis des garanties sur son intégrité territoriale avant d'entamer la moindre démarche autour du Haut-Karabakh et de Nabucco.



Le désenclavement régional associé aux phénomènes d'interdépendance des questions stratégiques et économiques font de plus en plus glisser l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie vers le Moyen-Orient et sa complexité. Les relations militaires entre la Géorgie et Israël pendant le conflit russo-géorgien d'août 2008 ont ainsi poussé les pays arabes à suivre de près l'agenda sud-caucasien, à tel point que le président syrien Bachar al-Assad s'intéresse au dialogue arméno-turc et que l'Arménie a posé sa candidature à la Ligue arabe. Sans oublier les relations très étroites entre l'Azerbaïdjan et Israël, deux futurs partenaires énergétiques grâce au BTC, l'objectif étant de raccorder cet oléoduc au pipeline Ashkelon-Eilat pour contourner le canal de Suez et gagner les marchés asiatiques par la mer Rouge.

Plusieurs défis restent cependant à relever. Cette coopération israélo-azérie mécontente

l'Iran, nourrissant sa méfiance envers Bakou et ses craintes de frappes israéliennes sur la région. Les conflits du Liban en 2006 et de Gaza en 2008 ont eu un fort impact en Azerbaïdjan, où le pouvoir pro-israélien a été vivement pris à partie par la rue azérie solidaire du Hezbollah et du Hamas. L'Arménie pourrait profiter des tensions récentes entre la Turquie et Israël à propos de Gaza. La question de la reconnaissance du génocide des Arméniens par Israël et les États-Unis est au demeurant susceptible d'être relancée par les propos de Recep Tayyip Erdoğan au sommet de Davos en janvier 2009 et les accusations turques quant à « la politique génocidaire d'Israël à l'encontre des populations palestiniennes ».

À ces facteurs de tensions s'ajoutent les conséquences de la crise financière mondiale pour les pays de la région, et ses incidences éventuelles sur les processus en cours et les conflits locaux. Les aléas des négociations d'adhésion entre la Turquie et l'Union européenne, mais aussi les relations difficiles entre Bruxelles et Téhéran sont aussi des sources d'instabilité potentielle pour la région. Quant à la politique de la nouvelle administration américaine à l'égard de la Russie, de l'Iran et de la Turquie, elle pourrait également contrarier les processus de rapprochement amorcés entre ces trois pays dans le Caucase du Sud. ■

LES CLÉS DE L'INFO

Une collection pour décrypter les médias et mieux comprendre les grands sujets de l'actualité

1 nouveau titre à découvrir en librairie

La documentation Française / GALLIMARD JEUNESSE



64 pages - 6,90 €